



NOTE D'INFORMATION DE L'ILC

Mécanismes internationaux de protection des Défenseurs des Droits de l'Homme menacés en raison de leur travail sur les droits fonciers



INTERNATIONAL
LAND
COALITION

Introduction

Les DDH croient au caractère universel des droits de l'homme, s'efforcent de promouvoir et de protéger les droits civils et politiques, ainsi que la protection et la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels, et ne doivent mener que des actions pacifiques. (HCR, date inconnue)

Défenseur des droits de l'homme (DDH) est le terme utilisé pour décrire les individus qui, seuls ou en groupe, agissent pour promouvoir et protéger les droits de l'homme¹. Bien que l'action des DDH soit le résultat direct d'instruments internationaux en matière de droits de l'homme, la première étape consistant à reconnaître formellement la « défense » des droits de l'homme en tant que droit à part entière résulte de l'Assemblée générale des Nations Unies de 1998, avec l'adoption de la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus² (connue sous le nom de « Déclaration sur les Défenseurs des Droits de l'Homme »). Cette déclaration contient plusieurs normes inscrites dans certains traités juridiquement contraignants, dont le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP, 1966) et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC, 1976).

Les DDH sont un groupe très hétérogène. Selon Mme Hina Jilani, ancienne Représentante spéciale du Secrétariat Général des Nations Unies sur la situation des Défenseurs de Droits de l'Homme, les DDH qui travaillent en faveur des droits fonciers et des ressources naturelles sont « le deuxième groupe risquant le plus d'être tués en raison de leurs activités dans le domaine des droits fonciers et des ressources naturelles » (A/HRC/4/37). L'importance de ce groupe est confirmée par la Rapporteuse spéciale actuelle sur la situation des DDH, Mme Margaret Sekaggya, qui, en 2011, a consacré un rapport à leur situation en s'appuyant sur 106 cases de violations présumées traitées par son mandat entre 2006 et 2011 (A/HRC/19/55).

Le rôle joué par les DDH dans le domaine de la gouvernance foncière est confirmé dans les Directives volontaires pour la gouvernance responsable de la tenure des terres, des pêches et des forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, qui affirme que « [...] les États devraient respecter et protéger les droits civils et politiques des Défenseurs des Droits de l'Homme, y compris des droits fondamentaux des agriculteurs, des peuples autochtones, des pêcheurs, des pasteurs et des travailleurs ruraux, et se conformer aux obligations qui leur incombent concernant les droits de l'homme lorsqu'ils ont affaire à des individus ou à des associations qui agissent pour défendre des terres, des pêches ou des forêts. »³ (DVGT, 4.8).

La Coalition internationale pour l'accès à la terre (ILC) reçoit fréquemment des demandes de soutien de membres en Afrique, Asie, et Amérique Latine pour ou de la part de DDH travaillant sur les droits fonciers, particulièrement des militants des droits fonciers. Cette note d'information vise à soutenir leur travail inestimable en apportant des informations de base sur les mécanismes et organismes internationaux de protection qui s'occupent des violations des droits de l'homme relatives à la terre.

1 Pour une définition des DDH, voir HCR, « Défenseurs des droits de l'homme : protéger le droit de défendre les droits de l'homme ». Fiche d'information n° 29, disponible sur <http://www.ohchr.org/Documents/Publications/FactSheet29fr.pdf>

2 Assemblée générale des Nations Unies. 1998. Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus. A/RES/53/144. Disponible sur : <http://www2.ohchr.org/english/law/freedom.htm>

3 Comité de la sécurité alimentaire mondiale. 2012. Directives volontaires pour la gouvernance responsable de la tenure des terres, des pêches et des forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale. Disponibles sur : <http://www.fao.org/hr/tenure/voluntary-guidelines/fr/>

Qui sont les Défenseurs des Droits de l'Homme qui travaillent sur les droits fonciers ?

Parmi les DDH, ceux qui œuvrent à la promotion des droits fonciers des pauvres courent particulièrement le risque d'être victimes d'abus de pouvoir, de harcèlement et de violations des droits civils et droits de l'homme inscrits dans les traités internationaux sur les droits de l'homme⁴. Ces défenseurs sont souvent regroupés en organisations locales ou mouvements locaux, qui rencontrent des difficultés particulières dans leurs relations avec les autorités gouvernementales et les acteurs non étatiques puissants. Ils font souvent partie de groupes minoritaires ou de peuples autochtones, et vivent dans des zones isolées. De nombreux DDH œuvrent pour la promotion des droits de l'homme dans un contexte professionnel ou dans le cadre de leur emploi, par exemple en tant que personnels d'ONG ou représentants de syndicats. Parfois les DDH qui travaillent sur les droits fonciers viennent d'organisations intergouvernementales, ou sont représentants de gouvernement, fonctionnaires, ou membres du secteur privé.

Que font les Défenseurs des Droits de l'Homme qui travaillent sur les droits fonciers ?

Qui a raison et qui a tort – est-ce que cela fait une différence ?

[...] Il n'est pas essentiel pour être un authentique défenseur des droits de l'homme d'avoir des arguments valides ou non. Par exemple, un groupe de défenseurs peut défendre les droits des membres d'une communauté rurale à être propriétaire des terres sur lesquelles elle vit et qu'elle cultive depuis plusieurs générations. Les membres de la communauté peuvent organiser des manifestations contre des entités économiques privées qui prétendent être propriétaires de toutes les terres de la région. En ce qui concerne la propriété des terres, elles peuvent avoir raison ou tort. Cependant, lorsqu'il s'agit de déterminer si ces personnes sont d'authentiques DDH, la question de savoir si elles ont raison ou tort sur le plan juridique n'est pas pertinente. Ce qui compte avant tout, c'est de savoir sur leurs préoccupations relèvent ou non de la sphère des droits de l'homme. (*HCR : date inconnue, 9*).

4 Voir en particulier PIDCP (1966) et PIDESC (1976), mentionnés dans le rapport Sekaggya, 2011: 11.

5 Cette liste et les autres listes mentionnées dans cette note d'information ne sont en aucun cas complètes. Elles s'appuient sur les informations contenues dans la fiche d'information n°29 (voir plus haut), sur le rapport de Margaret Sekaggya auprès du Conseil des droits de l'homme (*A/HRC/19/55*) et sur l'expérience de l'ILC. La cohérence avec la langue d'origine a été maintenue chaque fois que possible.

Les activités menées par les DDH qui travaillent sur les droits fonciers sont diverses, mais tendent à inclure⁵:

- » Le suivi des droits fonciers et le compte rendu journalistique d'activités telles que les expulsions illégales et forcées ou d'autres violations des droits de l'homme.
- » Des enquêtes/manifestations concernant les acquisitions de terres/l'accaparement des terres, y compris l'accaparement des terres au niveau local par des membres d'une même famille ou des parents par alliance.
- » Des campagnes au niveau local, l'organisation de communautés, des actions de plaidoyer et de mobilisation de l'opinion publique sur divers thèmes : les violations des droits de l'homme

relatives à la terre, les expulsions forcées ; les pressions commerciales sur les terres ; la réforme agraire et la redistribution des terres ; la reconnaissance des droits de propriétés légitimes et droits territoriaux ; la participation à la gouvernance foncière ; l'accès à la justice ; l'application de traités sur les droits de l'homme et autres instruments volontaires internationaux.

- » La représentation de groupes affectés aux niveaux local, national ou international
- » La participation à des réunions de peuples autochtones ou de militants des droits d'autres groupes affectés
- » La participation à des négociations dans le cadre de conflits d'ordre foncier (y compris en tant que médiateurs)
- » Le soutien aux victimes de l'accaparement des terres/expropriation et de violations des droits de l'homme relatives à la terre, au moyen d'activités de conseil, d'activités parajuridiques et d'aide juridique, et de représentation juridique.
- » Des actions en faveur de réparations ou de la restitution des terres, particulièrement dans les sociétés sortant d'un conflit.
- » L'enseignement et la formation à la terre et aux droits de l'homme, comme la connaissance des droits fonciers.
- » Des actions pour assurer la responsabilisation et mettre fin à l'impunité.
- » Un meilleur soutien à la gouvernance foncière et des actions en faveur d'une transformation démocratique dans le but d'augmenter la participation à la prise de décision sur la gouvernance foncière.
- » Des actions pour contribuer à l'amélioration des conditions sociales, politiques et économiques des utilisateurs de terres.
- » Des actions pour contribuer à l'application des lois et traités internationaux en matière de droits fonciers et de droits de l'homme.

Quelles violations subissent les Défenseurs des Droits de l'Homme travaillant sur les droits fonciers ?

Ces violations recouvrent les assassinats ou tentatives d'assassinat ; les attaques ; les agressions et les mauvais traitements ; la torture ; l'usage excessif de la force lors de manifestations ; l'arrestation et la détention arbitraire ; les menaces, les menaces de morts ; l'intimidation, le harcèlement, les rafles et les fouilles illégales au domicile ou sur le lieu de travail des DDH, le saccage de la propriété ; la stigmatisation, la diffamation, la criminalisation ; des mesures législatives, administratives et de sécurité qui limitent la portée du travail des DDH, y compris la suspension d'organisations de DDH et la restriction de leurs droits à la liberté d'expression, de réunion ou de mouvement ; la confiscation, le blocage de l'accès à internet et à d'autres facilités de communication, le gel des avoirs, le déplacement forcé et la détention. Les violations sont menées soit par les autorités gouvernementales soit pas les acteurs non étatiques. Ces violations visent parfois les membres de la famille des défenseurs. Les Femmes Défenseurs des Droits Humains (FDDH) sont particulièrement confrontées aux violations spécifiques liées au genre – particulièrement lorsque leurs actions défient les stéréotypes sexuels sur le rôle des femmes au sein du foyer, de la communauté et de la société en général (stigmatisation sociale, accaparement de la propriété, viol). Les risques sont plus élevés dans les sociétés en conflit et sortant d'un conflit.

Protection, soutien et solidarité pour les Défenseurs des Droits de l'Homme

Il existe un certain nombre d'organisations actives sur le plan mondial et régional spécialistes de la protection et du soutien aux défenseurs, notamment au moyen de subventions d'urgences, d'accompagnement et d'appels urgents⁶.

En 2004, l'Union européenne a adopté les directives intitulées *Orientation de l'Union européenne concernant les Défenseurs des Droits de l'Homme*. À travers elles, les institutions européennes et les États membres individuels se sont engagés à soutenir politiquement les DDH dans les pays tiers, par l'intermédiaire des ambassades nationales et des délégations de l'UE. Ces directives identifient les moyens de fournir ce soutien sur le plan pratique, notamment par un dialogue formel et informel avec les gouvernements hôtes, des déclarations publiques, une protection physique accordée sous forme de visas d'urgence, le suivi de procès, la reconnaissance visible, le soutien financier au moyen de programmes de l'UE, comme l'Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH), le soutien aux procédures spéciales du système des Nations Unies et des actions de suivi et de compte rendu de la situation des DDH. Des directives similaires ont été adoptées par d'autres pays. En 2007, Front Line Defenders a publié un guide utile sur le sujet. (*What protection can EU and Norwegian Diplomatic Missions offer?*).

⁶ Ceci n'est pas une liste exhaustive et ne présente pas les organisations nationales et locales dont le travail est souvent le plus efficace. Cependant, les organisations incluses dans cette note d'information peuvent fournir des contacts nationaux et locaux. L'information fournie dans cette section est une adaptation des sites internet de ces organisations.

FORUM ASIA – Forum asiatique pour les droits de l'homme et le développement



Collaboration et coopération entre les organisations et DDH en Asie.

Site internet :

www.forum-asia.org

Instruments :

- » Fournit une aide et une protection d'urgence aux DDH et aux FDDH menacés
- » Soutien à la relocation pour les DDH à risque
- » Aide juridique, observation des procès, suivi

Contacts :

hrd@forum-asia.org

Ressources clés :

Protection Plan for Human Rights Defenders at Risk

Front Line Defenders



Soutien rapide et pratique aux DDH menacés.

Site internet :

www.frontlinedefenders.org

Instruments :

- » Actions de plaidoyer au niveau international pour le compte des DDH directement menacés
- » Subventions de sécurité pour payer les besoins pratiques en matière de sécurité des DDH directement menacés – subventions jusqu'à 6 000 euros. Voir www.frontlinedefenders.org/security-grants-programme
- » Matériel de formation et documentation sur la sécurité et la protection, y compris la sécurité numérique
- » Les programmes « Rest and respite », y compris « Front Line Fellowship » : www.frontlinedefenders.org/fellowships-internships
- » Des opportunités de réseautage et d'échange entre DDH, notamment la plate-forme biennale de Dublin
- » Le prix annuel de Front Line Defenders pour les DDH menacés
- » Une ligne téléphonique d'urgence ouverte 24h sur 24 pour les DDH, en arabe, anglais, français, espagnol et russe +353 (0) 1 21 00 489 ou via Skype ou au moyen du formulaire de contact sécurisé disponible sur www.frontlinedefenders.org/emergency

- Contacts:** info@frontlinedefenders.org - pour faire une demande de subvention, écrire à : grants@frontlinedefenders.org
- Ressources clés :**
- » *Workbook on Security: Practical Steps for Human Rights Defenders at Risk*
 - » *Manuel de protection pour les défenseurs des droits humains* [disponible en anglais, portugais, français, espagnol, arabe, russe, indonésien et farsi]
 - » *Protection Handbook for Human Rights Defenders*
 - » *Digital Security and Privacy for Human Rights Defenders*
 - » *Projet Security in a box*. Instruments et tactiques pour votre sécurité numérique [disponible en dix langues sur le site security.ngoinabox.org/]

Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme



Programme créé conjointement par l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT) et la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH)

- Site internet :** www.omct.org/human-rights-defenders/observatory et www.fidh.org/-Human-Rights-Defenders,180-
- Instruments :**
- » Fournit une protection d'urgence aux DDH sur le terrain (alertes urgentes, communiqués de presse, missions d'enquête internationales, missions de solidarité et d'observation de procès, rapports, assistance matérielle)
 - » Mène des actions de plaidoyer aux niveaux national, régional et international pour la protection des DDH, et encourage le dialogue et le travail en réseau des « acteurs du changement »
 - » Mobilise l'opinion publique et les médias, à l'aide de son rapport annuel et de documents audiovisuels
- Contacts:** appeals@fidh-omct.org
- Ressources clés :** *Observatory for the Protection of Human Rights Defenders Annual Report* et www.fidh.org/Steadfast-in-Protest-2011-Report

Peace Brigades International (PBI)



Protège et soutient les DDH grâce à sa présence au niveau international, notamment : présence physique, accompagnement et observation, relations publiques, plaidoyer, réseautage, activités de compte rendu, développement de réseaux de soutien internationaux, renforcement des capacités. Ne fournit pas de soutien financier.

- Site internet :** www.peacebrigades.org
- Instruments :**
- » Fournit un accompagnement physique et des réseaux de soutien internationaux
 - » Aide les défenseurs à mieux se protéger en leur offrant une formation à l'auto-protection
 - » Alertes urgentes
 - » Observation et suivi de manifestations et d'actions communautaires
 - » Plaidoyer politique
- Contacts:** admin@peacebrigades.org ou groupes de pays par l'intermédiaire du site internet
- Ressources clés :** *Peace Brigades International Publications and Reports*

Urgent Action Fund for Women's Human Rights



Subventions d'urgence permettant la mise en place d'interventions stratégiques (1 à 3 mois) en situations d'urgence, pour faire progresser les droits humains des femmes et des personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles et transgenres (LGBT)

- Site internet :** www.urgentactionfund.org (Mondial) - www.urgentactionfund-africa.or.ke (Afrique) - www.fondoaccionurgente.org.co (Amérique Latine)
- Instruments :**
- Rapid response grant making (up to 5,000 USD each grant) in any of the following categories:
- » Réponse aux conflits armés, escalade de la violence et environnements politiques instables
 - » Actions juridiques ou légales pouvant créer un précédent, ou protection d'un précédent déjà établi
 - » Protection et sécurité des femmes défenseuses des droits humains

Les demandes de subvention doivent répondre à tous les critères suivants :

- » Stratégique - l'action fait partie d'une stratégie plus importante destinée à entraîner un changement structurel pour faire avancer les droits humains des femmes
- » Action non prévue et urgente
- » Durable – le groupe ne doit pas dépendre de cette subvention pour ses frais de gestion principaux
- » Soutenue – le groupe doit participer à des mouvements de femmes au niveau local ou international
- » L'organisation doit être dirigée par des femmes

Contacts:

proposals@urgentactionfund.org (Mondial) - proposals@urgentactionfund-africa.or.ke (Afrique)
- info@fondoaccionurgente.org.co (Amérique Latine)

Autres Organisations

En outre, quelques organisations mènent des actions de plaidoyer en soutien aux DDH. Ces organisations jouent un rôle essentiel pour sensibiliser l'opinion publique sur les menaces qui pèsent sur les DDH, au moyen d'appels à l'action, de lettres adressées aux gouvernements, de documentation sur les abus des droits de l'homme, de concertations avec les organisations nationales et internationales des droits de l'homme, et en fournissant une formation. Elles sont capables de renforcer les possibilités de soutien pour les DDH et de les aider à se mettre en contact avec des organisations locales de protection des droits de l'homme et des mécanismes de protection.

Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme

www.aedh.org/new_en

Amnesty International

www.amnesty.org/en/human-rights-defenders

Forum Asie Pacifique sur les Femmes, le Droit et le Développement

www.apwld.org

Réseau des défenseurs des droits humains en Afrique centrale

www.redhac.org

International Network for Economic, Social & Cultural Rights (ESCR-NET)

www.escr-net.org

Fondation euro-méditerranéenne de soutien aux DDH

www.emhrf.org

East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project

www.defenddefenders.org

FIAN

www.fian.org

Global Initiative for Economic, Social and Cultural Rights

www.globalinitiative-escr.org

Global Witness

www.globalwitness.org

Human Rights First

www.humanrightsfirst.org/our-work/human-rights-defenders

Human Rights Watch

www.hrw.org

Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH)

www.fidh.org/-Human-Rights-Defenders,180-

Service international pour les droits de l'homme

www.ishr.ch/human-rights-defenders

MADRE

www.madre.org

Protection International

www.protectioninternational.org

The Southern Africa Human Rights Defenders Trust

www.sahrdt.org

West Africa Human Rights Defenders Network

www.westafricadefenders.org

Women Human Rights Defenders International Coalition

www.defendingwomen-defendingrights.org

Rapporteurs spéciaux⁷

Les défenseurs s'occupant de droits fonciers ou environnementales sont eux aussi fortement exposés à des atteintes à leur intégrité physique, souvent par des acteurs non étatiques, et nombre d'entre eux sont tués en raison de leur travail sur l'impact environnemental d'activités minières ou de projets d'aménagement ou sur les droits fonciers des peuples autochtones et des minorités. Les Amériques sont apparemment la région où ces défenseurs courent le plus de risques.

Les États devraient reconnaître pleinement l'importance du travail que les défenseurs s'occupant de droits fonciers ou environnementales mènent dans le souci de parvenir à un équilibre entre le développement économique et le respect de l'environnement, dont le droit d'utiliser les terres et les richesses et ressources naturelles, et des droits de certains groupes, dont les autochtones et les minorités. Les États ne devraient pas tolérer que des agents des pouvoirs publics ou des médias dénigrent le travail de ces défenseurs, en particulier dans le cadre de la polarisation sociale, car cela risque d'instaurer un climat d'intimidation et de harcèlement susceptible d'encourager un rejet de ces défenseurs, voire la violence à leur encontre.

Les États devraient combattre l'impunité dont jouissent les auteurs d'agression et de violations envers ces défenseurs, en particulier les acteurs non étatiques et ceux agissant en collusion avec eux, en veillant à ce que les allégations donnent lieu à des enquêtes rapides et impartiales et à ce que des voies de recours et des indemnisations soient assurées aux victimes. (*Sekaggya, 2011: 123-126*)

Un moyen efficace d'accroître la visibilité des DDH menacés est d'attirer l'attention internationale sur une violation des droits de l'homme et de fournir des informations aux institutions dont le mandat est de protéger les DDH, lesquelles peuvent envoyer des appels urgents ou adresser des lettres aux gouvernements.

⁷ Ceci n'est pas une liste exhaustive des mécanismes disponibles pour les DDH. L'information provient des sites internet officiels. Pour obtenir plus d'informations sur les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, voir : <http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/SP/Pages/Welcomepage.aspx>

Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la situation des Défenseurs des Droits de l'Homme

La Rapporteuse spéciale discute, avec les États concernés, des cas individuels de violations des droits de l'homme commises contre des défenseurs, et accepte la soumission d'allégations de violations de la Déclaration sur les Défenseurs des Droits de l'Homme.

Site internet :	www.ohchr.org/EN/Issues/SRHRDefenders/Pages/SRHRDefendersIndex.aspx
Instruments :	Appels urgents ou lettres d'allégation envoyées au gouvernement de l'État concerné.
Instructions pour la soumission :	www.ohchr.org/EN/Issues/SRHRDefenders/Pages/Complaints.aspx
Contacts:	urgent-action@ohchr.org

Rapporteur spécial sur la situation des Défenseurs des Droits de l'Homme de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples

Le Rapporteur spécial recherche, reçoit, examine et agit sur l'information relative à la situation des DDH en Afrique

Site internet :	www.achpr.org/mechanisms/human-rights-defenders/
Instruments :	Communications urgentes envoyées aux gouvernements, communiqués de presse, réunions avec des militants de la société civile
Contacts:	www.achpr.org/mechanisms/human-rights-defenders/



Rapporteur spécial sur la situation des Défenseurs des Droits de l'Homme de la Commission interaméricaine des droits de l'homme

Le bureau du Rapporteur fournit un soutien d'analyse spécialisée des pétitions présentées à la Commission interaméricaine relatives à des violations présumées des droits de l'homme des DDH et de ceux qui jouent un rôle dans le système judiciaire (magistrats).

Site internet : www.oas.org/en/iachr/defenders/mandate/Functions.asp

Instruments : En cas de situations graves et urgentes, il demande aux États d'adopter des mesures urgentes et de fournir des informations, et publie des recommandations. Il peut également demander à la Cour interaméricaine d'ordonner aux États d'adopter des mesures provisoires pour prévenir les dommages irréparables.

Instructions pour la soumission : Le formulaire de plainte (par internet ou par fax) alléguant de violations des droits de l'homme est disponible sur www.cidh.oas.org/cidh_apps/instructions.asp

Contacts: cidhdefensores@oas.org

Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones

Le Rapporteur spécial est autorisé à agir sur les informations crédibles alléguant de violations des droits de l'homme des peuples autochtones. Aucune exigence officielle n'est nécessaire pour soumettre au Rapporteur spécial des informations sur les violations présumées. Ni l'épuisement des voies de recours internet ni un argument juridique détaillé sur le cas ne sont nécessaires. Tout individu, groupe ou organisation peut envoyer des informations au Rapporteur spécial, quelle que soit sa relation avec la ou les victime(s) de la violation présumée.

Site internet : www.ohchr.org/EN/Issues/IPeoples/SRIIndigenousPeoples/Pages/SRIPeoplesIndex.aspx

Instruments : Appels urgents et lettres d'allégation.

Instructions pour la soumission : www.ohchr.org/EN/Issues/IPeoples/SRIIndigenousPeoples/Pages/SubmitInformation.aspx

Contacts: indigenous@ohchr.org

Autres ressources

APWLD. 2007. « *Exiger nos droits, exiger la justice : Guide sur les femmes défenseuses des droits humains* ». Disponible sur : www.defendingwomen-defendingrights.org/pdf2008/FR_Claiming_Rights.pdf

AWID et WHRD International Coalition. 2011. « *Liste des matériaux et ressources pour les femmes défenseurs des droits humains* » Version anglaise disponible sur : www.defendingwomen-defendingrights.org/pdf/WHRD_materials_resources_eng.pdf

Commissaire européen aux droits de l'homme : www.coe.int/t/commissioner/default_FR.asp

Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH) ec.europa.eu/europeaid/how/finance/eidhr_en.htm

Frontline Defenders – Ressources : www.frontlinedefenders.org/resources

Global Witness. 2012. *A hidden crisis? Increase in killings as tensions rise over land and forests*. Global Witness Briefing. Disponible sur : www.globalwitness.org/library/survey-finds-sharp-rise-killings-over-land-and-forests

Coalition internationales pour l'accès à la terre. 2010. Boîte à outils du plaidoyer. Disponible sur : www.landcoalition.org/global-initiatives/womens-land-rights/advocacy-toolbox

Jilani, Hina. 2007. Rapport de la Représentante spéciale du Secrétaire général concernant la situation des Défenseurs des Droits de l'Homme. A/HRC/4/37. Disponible sur : daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G07/104/18/PDF/G0710418.pdf?OpenElement

Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'Organisation de la sécurité et de la coopération en Europe (OSCE/BIDDH) : www.osce.org/odihr/

HCR. Date inconnue. « *Défenseurs des droits de l'homme : protéger le droit de défendre les droits de l'homme* ». Fiche d'information n° 29 », disponible sur : www.ohchr.org/Documents/Publications/FactSheet29en.pdf

Sekaggya, Margaret. 2011. Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la situation des Défenseurs des Droits de l'Homme. A/HRC/19/55. Disponible sur : www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/RegularSession/Session19/A-HRC-19-55_en.pdf

Toutes les ressources via internet mentionnées dans cette note d'information ont été consultées en juillet 2012.

Juillet 2012

Cette note d'information fait partie d'un effort de l'ILC pour soutenir les DDH qui travaillent sur les droits fonciers. Pour plus d'information, veuillez visiter : www.landcoalition.org/global-initiatives/human-rights-defenders ou contacter info@landcoalition.org

L'ILC souhaite remercier les donateurs principaux pour leur soutien généreux : EC, IFAD, Royaume-Uni des Pays-Bas, Irish Aid, SDC, et SIDA.

La Coalition internationale pour l'accès à la terre est une alliance mondiale d'organisations intergouvernementales et de la société civile œuvrant ensemble pour promouvoir l'accès à la terre et des droits fonciers sécurisés et équitables pour les pauvres, hommes et femmes, au moyen du plaidoyer, de la concertation, du partage des connaissances et du renforcement des capacités.



Secrétariat de la **Coalition internationale pour l'accès à la terre**

Via Paolo di Dono 44, 00142 - Rome, Italie tél. +39 06 5459 2445 télécopie +39 06 5459 3445
info@landcoalition.org www.landcoalition.org